

## PETITE HISTOIRE DU GRIB

Tout a commencé en 1998 lorsque le MRAP-Ille-et-Vilaine, saisi par Françoise Morvan, a protesté contre l'hommage rendu à Roparz Hemon par l'Institut culturel de Bretagne : le parcours collaborationniste de Hemon, ses textes antisémites étaient passés sous silence, puis niés, l'UDB, parti autonomiste dit « de gauche », montant au créneau pour assurer la défense de Roparz Hemon (notamment par la voix de son porte-parole, Christian Guyonvarc'h, actuellement vice-président du conseil régional de Bretagne).

Peu après, la thèse de Ronan Calvez<sup>1</sup> démontrant les responsabilités de Roparz Hemon, amenait le conseil général du Finistère à demander à Diwan de débaptiser son collègue Roparz Hemon, ce qui pouvait passer pour un progrès. Mais cette opération propreté visait-elle autre chose qu'à donner une façade honorable à Diwan ? Jack Lang, ministre de l'Éducation nationale, proposait d'intégrer Diwan à l'Éducation nationale sans que les questions essentielles aient jamais été posées : comment expliquer que pendant des années la direction de Diwan ait défendu Hemon, que les parents n'aient pas protesté, que les inspecteurs ne se soient souciés de rien, que Diwan ait refusé de débaptiser l'école Loeiz Herriou de Lorient, alors qu'il est prouvé que Herriou était, comme Hemon, un militant nationaliste engagé aux côtés des nazis ?

Comment expliquer la durable occultation du passé de ces militants et le rôle joué par l'Institut culturel de Bretagne à qui l'on s'appropriait alors à confier la charge de la Maison de l'Histoire ?

Au cours des années suivantes, approfondissant cette démarche collective, la section de Rennes de la Ligue des Droits de l'Homme menait un travail collectif qui aboutissait à un dossier intitulé « Réécriture de l'histoire en Bretagne »<sup>2</sup>.

On aurait pu croire que ce dossier, largement étayé par des documents, alerterait les pouvoirs publics.

Loin de là, soumis à l'historien Michel Denis, ancien président de l'université de Rennes, et partisan de l'autonomiste de la Bretagne, il devait valoir à la section des éloges pour la qualité de la recherche historique, et le qualificatif peu gracieux de « fouille merde ».

Tiré à une centaine d'exemplaires, ce mince dossier allait contribuer (avec un article de Serge Garde consacré aux mêmes problèmes dans le journal « *L'Humanité* », et quelques autres articles basés sur les informations données par Françoise Morvan, notamment un remarquable article d'Eric Conan dans « *L'Express* ») à provoquer, du 15 au 17 novembre 2001, un colloque international au Centre de Recherche Bretonne et Celtique de Brest. Financé sur fonds publics, et largement relayé par les médias régionaux et nationaux, ce colloque dont les actes furent publiés avec une rare célérité<sup>3</sup>, visait à court-circuiter un débat qui, malgré tout, commençait à se faire jour.

En circonscrivant le débat à la stricte période de l'Occupation, le colloque éludait toute réflexion sur l'histoire du « mouvement breton » et ne permettait donc pas de comprendre pourquoi le mouvement nationaliste avait inéluctablement dérivé vers le nazisme.

En accréditant la thèse d'un bon mouvement autonomiste breton de gauche, trahi par le mauvais mouvement nationaliste allié aux nazis, il donnait une version tendancieuse des faits, permettant d'éluder la réflexion sur l'idéologie du mouvement breton et ses implications actuelles.

En plaçant d'office la Bretagne parmi les « identités régionales » (non définies), en précisant qu'elle faisait partie des « régions françaises ayant une identité forte » de même que la Corse et l'Alsace-Lorraine, le colloque laissait à supposer que les autres régions françaises

---

<sup>1</sup> Publiée aux Presses universitaires de Rennes sous le titre *La Radio en langue bretonne*.

<sup>2</sup> Ce dossier rédigé par Marie-Madeleine Flambart, André Hélard et Françoise Morvan est disponible et peut être demandé à l'adresse de la LDH, BP 40914, 35009 Rennes (messagerie : [ldhrennes@voilà.fr](mailto:ldhrennes@voilà.fr)).

<sup>3</sup> *Bretagne et identités régionales pendant la Seconde guerre mondiale*, CRBC, mai 2002. Le volume est illustré d'une carte du militant nationaliste nazi Olier Mordrel définissant les « identités régionales ». Ce choix, à lui seul montre assez les ambiguïtés de ce colloque, le lecteur n'étant nullement informé de l'idéologie de Mordrel ni de la spécificité de la revue *Peuples et frontières* dans laquelle, en 1939, paraissait cette carte conforme à la vision ethniste de la France vue depuis le Reich — vision qui est toujours celle des autonomistes partisans d'une Europe des ethnies. .

ayant, elles, une « *identité faible* », le cas de la Bretagne était à traiter à part.

En la mettant simultanément sur le même plan que le pays basque espagnol, l'Irlande, la Flandre, la Wallonie (toutes « *identités* » invitées à évoquer leur destin sous l'Occupation, mais sans toutefois procéder à la moindre comparaison) le colloque exprimait ce que dissimulait le terme flou d' « *identité régionale* », à savoir que la Bretagne s'inscrivait dans l'ensemble des peuples et ethnies solidaires.

L'introduction du colloque le précisait : il s'agissait pour les historiens « *d'utiliser leurs armes, c'est-à-dire les armes du savoir* » pour en finir avec une polémique nourrie par ce que le mouvement breton qualifiait de « *complot jacobin* » dû à la presse « *parisienne* ». L'article central, consacré au sujet qui fâchait, à savoir « *Le mouvement breton pendant la guerre* », opportunément confié à l'autonomiste Michel Denis, se terminait par une violente mise en garde. Après avoir précisé qu'il n'y avait aucun intérêt à revenir sur l'histoire du mouvement breton pendant la guerre puisque tout était su, il concluait : « *Il n'y a que les maniaques de la délation qui puissent prendre plaisir à noircir encore le tableau, notamment au détriment des subalternes et en éclaboussant leurs enfants* » et d'ajouter en note : « *A moins de considérer comme le sinistre Jdanov que toute œuvre est seulement le reflet de la position politique du créateur, il est absurde de traiter de fasciste la production des Seiz Breur ou l'ensemble des écrits de Youenn Drezen. Le respect de la vérité historique exige aussi que cela soit connu.* »

Le respect de la vérité historique, de la part de quelqu'un qui avait organisé l'exposition sur les Seiz Breur à laquelle Jean-Marc Huitorel et Françoise Morvan avaient consacré des articles rétablissant au moins une partie de la vérité passée sous silence... Le respect de la vérité de la part d'un historien qui avait pu lire les textes racistes de Drezen traduits par Françoise Morvan et s'abritait derrière le fait que « *l'ensemble des écrits de Drezen* » n'était pas fasciste...

Désormais, il était clair que la version officielle de l'histoire était devenue celle du mouvement autonomiste.

Appuyé par le vice-président du conseil régional, Jean-Yves Cozan, madeliniste, ferme appui de la droite ultralibérale et grand défenseur de « *l'identité bretonne* » (la commission culture du conseil régional était sous sa présidence devenue commission à l'identité bretonne), le colloque avait trouvé l'appui du conseil général du Finistère (socialiste) et de la communauté urbaine de Brest.

Gauche et droite unie, la classe politique en Bretagne soutenait donc une version de l'histoire destinée à mettre en place un projet politique appuyé par le conseil de l'Europe.

Le GRIB a alors décidé de réagir en mettant en ligne les articles qui avaient été produits en diverses occasions.

La parution de l'essai de Françoise Morvan, « *Le Monde comme si* » a contribué à révéler de manière encore plus criante le verrouillage de l'information et la « *dérive identitaire* » qu'elle dénonce dans cet essai paru en 2002 aux éditions Actes sud.